

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	52	23

N° de la séance : 39

Objet de la délibération: Direction
Envinet - Répartition financière liée aux
actions de communication du contrat
CITEO Convention UNIVALOM

- ☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2018.072

Date de la convocation :
Le 03/04/2018

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **16 AVR. 2018**

de la réception s/Préfecture
en date du **17 AVR. 2018**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 09 avril 2018

L'an deux mil dix-huit et le 09 avril à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de avril, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Serge MAUREL, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Angèle MURATORI, Colette ZALMA, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Abderrazak SALOUH, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Déborah MINEI, Khéra BADAoui

PROCURATIONS :

Jean-Bernard MION à Déborah MINEI, Joseph VALETTE à René TRASTOUR, André-Luc SEITHER à Anne-Marie DUMONT, Patrick DULBECCO à Audouin RAMBAUD, Jacques GENTE à Anne-Marie BOUSQUET, Cléa PUGNAIRE à Bernard MONIER, Albert CALAMUSO à Laurent COLLIN, Afrim KACA à Jean LEONETTI, Eric DUPLAY à Marguerite BLAZY, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE à Yves DAHAN

ABSENTS :

Guy GIRAUD, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Patrick CHAGNEAU, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Matthieu GILLI, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur MELE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, pris en ses articles L.2224-13 relatif à la compétence collecte et traitement des déchets des ménages et L.5216-5 et suivants relatifs aux communautés d'agglomération ;

Vu les statuts de la C.A.S.A en date du 15 novembre 2001 définissant notamment les compétences de plein droit exercées en lieu et place des communes membres, et modifiés par délibérations successives du Conseil Communautaire ;

Vu la délibération n°CC.106.04 du Conseil Communautaire en date du 26 juillet 2004 relative au transfert de la compétence traitement et évacuation des déchets ménagers et assimilés au Syndicat Mixte du SIDOM, qui exerce ses compétences en matière de traitement et d'évacuation des déchets ménagers et assimilés ;

Vu la délibération n°CC.2011.034 relative à l'arrêt du Contrat Programme de Durée avec la Société agréée Eco-Emballages au profit du Contrat pour l'Action et la Performance Barème E signé par UNIVALOM, par laquelle La C.A.S.A a fait le choix de conserver la gestion de la communication liée à la collecte sélective des emballages ménagers recyclables, ainsi que les ambassadeurs du tri chargés de la communication de proximité et de la sensibilisation de la population.

Dans le cadre de ses compétences, UNIVALOM a établi un partenariat avec ECOEMBALLAGE et ECOFOLIO devenus CITEO à travers des contrats multi matériaux portant sur les cinq matériaux suivants : acier, aluminium, papiers cartons, plastiques et verre de manière à bénéficier des soutiens financiers destinés au développement du tri sélectif.

Les actions menées par la C.A.S.A dans le cadre de cette politique ont donc amené celle-ci à entreprendre des actions de communication et de sensibilisation en application de la délibération précitée. Ces actions sont réalisées au travers de marchés publics et effectuées notamment par des ambassadeurs du tri, afin de contribuer à l'atteinte des objectifs de recyclage des déchets ménagers.

Désormais, ce type de dépenses relève du Syndicat UNIVALOM titulaire des contrats de soutien CITEO. Aussi, il convient aujourd'hui de conclure une convention entre la C.A.S.A et UNIVALOM afin de fixer la répartition financière liée à ces actions, dont le coût final échoit à UNIVALOM. Cette convention prendra effet à sa date de transmission au contrôle de légalité et se terminera à l'issue du transfert effectif des actions de communication et de sensibilisation à UNIVALOM.

Ainsi, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président de la C.A.S.A à signer ladite convention ;
- d'autoriser Monsieur le Président de la C.A.S.A ou son représentant à signer l'ensemble des actes inhérents à l'exécution de la présente délibération.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver la convention, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président de la C.A.S.A à signer ladite convention ;
- d'autoriser Monsieur le Président de la C.A.S.A ou son représentant à signer l'ensemble des actes inhérents à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 09 avril 2018
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

CONVENTION DE REPARTITION FINANCIERE LIEE AUX ACTIONS DE COMMUNICATION INTEGREES AU CONTRAT CITEO ENTRE UNIVALOM ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS

ENTRE

Le SYNDICAT MIXTE DE VALORISATION DES DECHETS MENAGERS UNIVALOM ayant son siège social ANTIBES, représenté par sa Présidente, Madame Josette BALDEN, agissant au nom et pour le compte dudit Syndicat, et autorisée à signer la présente convention par une délibération N°. ... du Comité Syndical en date du

Ci-après désigné « UNIVALOM » ;

D'une part

ET

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean LEONETTI, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération N°... du Conseil Communautaire en date du 09 avril 2018 ;

Ci-après désignée la « CASA » ;

D'autre part,

PREAMBULE :

Le Syndicat Mixte UNIVALOM est compétent en matière de traitement des déchets des ménages et déchets assimilés sur son territoire. A ce titre celui-ci a mis en place et développe pour les besoins du service public sur le territoire de la Communauté d'agglomération de Sophia Antipolis la collecte sélective et le tri des déchets en vue de leur recyclage.

Dans ce cadre, UNIVALOM a établi un partenariat avec ECOEMBALLAGE et ECOFOLIO devenus CITEO à travers des contrats multimatériaux portant sur les cinq matériaux suivants : acier, aluminium, papiers cartons, plastiques et verre de manière à bénéficier des soutiens financiers destinés au développement du tri sélectif.

Les actions menées par la CASA dans le cadre de cette politique ont amené celle-ci à entreprendre des actions de communication et à recruter des ambassadeurs du tri afin de contribuer à l'atteinte des objectifs de recyclage des déchets ménagers.

Il apparaît que ce type de dépenses relève du Syndicat UNIVALOM titulaire des contrats de soutien.

Il convient en outre qu'UNIVALOM assume à l'avenir directement cette compétence qui lui échoit de droit, notamment en assumant la charge directe du personnel affecté, comme les ambassadeurs du tri qu'il doit recruter en 2018 pour le compte des deux autres territoires gérés (CAPL et CAPG).

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de répartition financière entre la C.A.S.A et UNIVALOM liée aux dépenses de fonctionnement relatives aux actions de communication et de sensibilisation à intervenir au cours de l'année 2018.

Article 2 : Désignation

Cette convention entrera en vigueur à compter de la date de visa du contrôle de légalité. Elle prendra fin à l'issue du transfert effectif des actions de communication et de sensibilisation à UNIVALOM.

Article 3 : Conditions financières

Les actions de communication et de sensibilisation concernées par la présente convention sont les suivantes :

- o Les opérations de communication et de sensibilisation liées au tri sélectif ;
- o Les opérations de communication effectuées par les agents en charge des actions animations scolaires sur le tri des emballages ménagers, des animations publiques sur le tri des emballages ménagers, du contrôle qualité du tri des emballages ménagers, des opérations de porte à porte pour la promotion du tri des emballages.

Article 4 : Entrée en vigueur et durée

Pour l'année 2018, la participation financière de UNIVALOM est déterminée sur la base des dispositions de l'article 3 et du montant prévisionnel annuel budgété fixé d'un commun accord entre les parties.

Article 5 : Modalités de paiement

La participation financière de UNIVALOM, telle que définie à l'article 4, sera perçue par la C.A.S.A après émission d'un titre de recettes.

La C.A.S.A présentera un décompte pour 2018 jusqu'à la date de reprise des actions de communication par UNIVALOM, auxquels seront joints les justificatifs correspondants : factures, ou tout autre pièce(s) comptable(s) permettant le contrôle des montants demandés).

Article 6 : Résiliation et litige

Cette convention est résiliable dans un délai de deux mois par chacune des parties en cas de non-respect de leurs obligations réciproques avec notification par lettre recommandée avec accusé de réception.

Pour toute difficulté ou litige à propos de l'exécution, ou de l'interprétation de la présente convention, la C.A.S.A et UNIVALOM s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

A défaut, les litiges résultant de l'application et de l'exécution de la présente convention seront soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Nice.

Fait à Antibes, le

La présente convention a été établie en deux exemplaires originaux,

Pour la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis
Le Président

Pour UNIVALOM
La Présidente

Jean LEONETTI

Josette BALDEN

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 09/04/2018
Numéro : CC_2018_072
Nature : DE - Deliberations
Objet : Répartition financière liée aux actions de communication
du contrat CITEO Convention UNIVALOM
Matière : 8.8 - Environnement
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : uldVn5H

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 17/04/2018
Identifiant : 006-240600585-20180409-CC_2018_072-DE

Acte reçu

Date : 09/04/2018
Numéro interne : CC_2018_072
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Répartition financière liée aux actions de communication du contrat CITEO Convention
UNIVALOM
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 99_DE-006-240600585-20180409-CC_2018_072-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_DE-006-240600585-20180409-CC_2018_072-DE-1-1_2.PDF

N